

REPRÉSENTATION SYNDICALE

Le statut privilégié de l'UGTA

Chez nous, la «logique» démocratique a voulu que la scène syndicale prenne «exemple» sur la scène politique. Si la seconde est d'un pluralisme de façade savamment façonné par des élections tout ce qu'il y a de pure forme, la première, réellement diversifiée, tout comme la deuxième, est arbitrairement maintenue dans sa configuration d'avant-Octobre 1988, en défiance de tout bon sens tout aussi démocratique.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Aïssat Idir doit certainement se retourner dans sa tombe, lui dont le syndicat qu'il a créé, en compagnie de Abane, Flissi, Ben Khedda et Bourouiba, en 1956, dans le feu de la révolution armée contre l'occupation française, et 50 ans après l'indépendance du pays, n'est plus que l'ombre de lui-même, périlant sans cesse au point de faire fuir plus d'un travailleur.

Tout comme, d'ailleurs, le défunt président Boumediène qui doit, à coup sûr, être dérangé dans son repos éternel, au vu des scandales en série qui ébranlent, ces dernières années et particulièrement ces jours-ci, Sonatrach, le poumon de notre économie nationale, la vache à traire du pays.

Et pour cause, l'UGTA est pour le monde syndical ce que représente le FLN pour le champ politique national. Si l'ex-parti unique s'est accommodé d'alliés, façon d'avoir une façade démocratique,

la Centrale syndicale, quant à elle, n'a pas eu besoin de cet accompagnement-alibi pour se faire «introduire» comme étant le seul partenaire social des pouvoirs publics. Et ce privilège, le syndicat n'en a pas bénéficié via une succession d'élections où la fraude a toujours été maîtresse de cérémonie, mais par la grâce du seul bon vouloir des pouvoirs publics qui semblent voir en le pluralisme syndical une menace, un danger.

Et dire que la scène syndicale est le seul acquis de l'ouverture démocratique d'Octobre 1988, qui garde encore de la vivacité tant il continue à «échapper» aux griffes d'une normalisation qui a bridé presque tout. Et ce n'est certainement pas faute de tentatives tant les «redressements» n'ont pas manqué à ébranler des syndicats autonomes trop «bruyants».

Mais à l'opposé des partis, les entités syndicales indépendantes ont cet avantage et pas des moindres, celui d'une large repré-



La Centrale a failli à ses missions originales.

sentativité que les mouvements de contestation qu'elles ont eu à enclencher de façon récurrente ont imparablement démontré. Surtout que le «carburant» n'a pas manqué ces dernières années avec la fameuse politique de déstructuration industrielle ayant engendré la fermeture d'innombrables unités et des bataillons d'ouvriers qui sont allés grossir les rangs des chô-

meurs déjà suffisamment nombreux. Ou encore un pouvoir d'achat des plus aléatoires en dépit de substantielles revalorisations salariales concédées mais qui se sont révélées sans effet face à un marché qui a aussitôt pris le relais pour s'enflammer sans discontinuité.

Autant d'éléments qui auraient permis à l'UGTA d'accomplir ses

missions originelles de digne représentante du monde du travail et de couper l'herbe sous le pied à ses concurrents. Mais c'était compter sans ses immixtions, répétées et maladroites, dans la sphère politique puisqu'on la retrouve, à chaque fois et en toutes circonstances, en «phase» avec le pouvoir du moment.

Et dire que les options, notamment économiques de ces dernières années, ont été tellement contradictoires que plus d'un s'est interrogé sur le soutien «indéfectible» et sans «réserve» de la Centrale à ces choix discutables. D'où l'étiquette de «syndicat du pouvoir» qui lui a été attribuée, elle qui lui vient à chaque fois au secours, au nom d'un intérêt national qu'elle est la seule à entrevoir, comme si les autres acteurs syndicaux avaient une patrie de rechange.

Un «déphasage» qui a profité aux syndicats autonomes qui ont su et pu capter la sympathie du monde du travail avec les résultats probants sur le plan revendicatif et qui demandent, à juste titre, à être associés au dialogue social à son plus haut sommet, triangulaire jusqu'ici, avec comme seul interlocuteur de l'exécutif et des patrons, l'UGTA.

M. K.

ELLES SONT NOMBREUSES À AVOIR QUITTÉ L'UGTA

Que reste-t-il des figures de proue ?

Depuis Aïssat Idir, son premier secrétaire général, l'Union générale des travailleurs algériens a vu se succéder dans ses rangs des figures de proue qui de par leur charisme ou leurs prises de position audacieuses auront marqué l'histoire de la Centrale syndicale. Benhamouda, Badaoui, Azzi ou Kouadria auront laissé leurs empreintes au sein d'une centrale qui apparaît aujourd'hui plus que jamais normalisée et sans figures emblématiques.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La Centrale syndicale fête aujourd'hui son cinquante-septième anniversaire, couronnant un long parcours dont l'histoire ne peut être dissociée de celles des hommes qui s'y sont succédés.

Et pour cause, de par leur personnalité, leur engagement sans faille, ils auront réussi à imprégner à l'UGTA la dynamique nécessaire qu'impose la lutte syndicale. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Que sont devenus ceux qui de par leurs positions auront marqué la lutte syndicale ? Beaucoup auront finalement payé un lourd tribut : Benhamouda a été assassiné, Badaoui a été sacrifié, Azzi a été remercié de la FNTR et Kouadria a quitté son poste de secrétaire général du syndicat d'ArcellorMittal.

Des départs qui ont certainement porté un coup dur à une centrale syndicale à laquelle il manque aujourd'hui ce brin d'audace et de liberté de ton. Aïssat Idir, premier secrétaire général, aura réussi dans des conditions les plus difficiles à concrétiser un projet qui paraissait à l'époque coloniale irréalisable. A tout jamais son nom sera associé aux luttes syndicales. L'histoire retiendra également le nom de Abdelhak Benhamouda.

A la tête de l'UGTA au moment où l'Algérie traversait l'une des plus difficiles périodes de son histoire en subissant les pressions du FMI et une déferlante terroriste dévastatrice, Benhamouda aura marqué son passage à la tête de l'UGTA avec un discours tranchant et des positions ne souf-

frant aucune ambiguïté. Il sera assassiné par les terroristes, rejoignant ainsi les milliers de martyrs de la démocratie. Il avait au moins un point commun avec Abdelmadjid Azzi, l'ancien secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR) : la liberté de ton. Azzi en fera également les frais puisqu'il sera exclu des rangs de la FNTR dont des membres n'ont pas trouvé à leur goût «les agissements irresponsables de l'ex-secrétaire général de la FNTR caractérisés par le dénigrement des responsables de l'UGTA à travers des critiques émises en dehors du cadre organique autorisé et des articles de presse, dans le but de déstabiliser notre fédération et la discréditer aux yeux de l'opinion syndicale et des autorités nationales».

En clair, les positions tranchées de Azzi dérangeaient au plus haut lieu. Lui-même disait assister à une «nouvelle pratique syndicale» qui consiste à écarter toute voix discordante. Ahmed Badaoui avait lui aussi fait les frais de cette politique.

Secrétaire général du syndicat des douanes, il subira de plein fouet les foudres de l'administration mais également celles de la Centrale syndicale après avoir soutenu



Aïssat Idir, premier secrétaire de l'UGTA.

une grève dans son secteur. L'administration des douanes lui a intenté pas moins de huit procès pour de prétendus outrages, diffamations, atteintes à corps

constitués et trouble grave à l'ordre public. Au lieu de prendre sa défense et comme pour mieux l'affaiblir face à ses persécuteurs, la direction de l'UGTA fera arbitrairement exclure Ahmed Badaoui de son conseil national dont il était membre.

Smaïl Kouadria a lui aussi pu vérifier que la direction de l'UGTA ne soutenait pas toujours les responsables syndicaux. Figure emblématique de la lutte syndicale, l'ex-secrétaire général du syndicat d'ArcellorMittal, qui tenait régulièrement tête aux responsables du complexe de Annaba, a été surpris par la décision de la Centrale syndicale appelant à la reprise du travail alors que le syndicat était en pleine négociation avec la direction du complexe après un appel à la grève.

L'appel à la reprise signé par l'Union de wilaya de l'UGTA sur instruction du secrétaire général Abdelmadjid Sidi Saïd a été très mal vécu par Kouadria dont l'engagement syndical n'est plus à démontrer.

En agissant de la sorte, la Centrale syndicale aura réussi à mettre à l'écart des voix discordantes et à vider de sa substance l'UGTA.

N. I.

À L'ORIGINE DE LA CRÉATION DE L'UGTA

Abane Ramdane voulait contrecarrer le MNA

L'idée de la création de l'UGTA aurait germé dans l'esprit de Abane Ramdane en octobre 1955, par souci de ne pas abandonner le terrain à l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA), alors lancée par le MNA.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - L'architecte du Congrès de la Soummam est aussi l'artisan de l'Union générale des travailleurs algériens. C'est ce qu'a fait savoir hier, Tahar Gaïd, membre fondateur de l'UGTA. Ce dernier qui s'exprimait au forum du quotidien *El Moudjahid*, lors d'une rencontre organisée en hommage au martyr et syndicaliste Aïssat Idir, a démontré une fois de plus, combien Abane Ramdane était un

homme visionnaire : «Le mouvement nationaliste algérien de Messali Hadj venait de lancer l'Union syndicale des travailleurs algériens, une initiative qui risquait de ratisser large parmi la classe ouvrière, aux dépens du FLN. C'est ainsi que Abane Ramdane a eu l'idée de créer l'UGTA aux côtés de Aïssat Idir, Boualem Bourouiba, Mohamed Flissi et autre pour contrecarrer le MNA.»

De son côté, Abdelmadjid Azzi, ancien secrétaire général-adjoint de l'Union générale des travailleurs algériens, a rappelé combien la course fut rude entre l'USTA et l'UGTA pour adhérer à la Confédération internationale des syndicalistes libres (CISL). «L'USTA, appuyée par Force ouvrière

française (FO), venait d'avoir son agrément le 16 février 1956, et voulait à tout prix rejoindre la CISL. De son côté, l'UGTA qui a réussi à se faire agréer huit jours plus tard, le 24 février de la même année, bénéficiait du soutien de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), du Syndicat des travailleurs marocains et autre. Mais, c'est finalement la candidature de l'UGTA qui a été retenue auprès de la Confédération internationale des syndicalistes libres», a-t-il souligné. A la fin de la rencontre, nombre de participants se demandaient si l'UGTA avait réellement pris, après 1962, le chemin tracé par ses initiateurs.

M. M.